

doc
CA1
EA533
93P06
FRE

b2530740 (F)
NON CLASSIFIÉ

GROUPE DE LA PLANIFICATION DES POLITIQUES

DOCUMENT N° 93/06

Les exportations et la création d'emplois

par

Morley Martin
Économiste principal
Direction de la planification économique (CPE)
Groupe de la planification des politiques

Jun 1993

Les documents du Groupe de la planification des politiques ont pour objet d'encourager, parmi les responsables de la politique étrangère, les échanges sur les tendances et les questions particulières de la scène internationale. Les opinions exprimées dans ces documents ne sont pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Prière d'adresser vos observations et vos questions concernant le présent document au Groupe de la planification des politiques (CPD), Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) K1A 0G2 (tél. : (613) 944-0367, télécopieur : (613) 944-0687). ISSN 1188-5041. On peut en obtenir des copies en faisant la demande au Centre InfoExport (BPTÉ) du Ministère, télécopieur: (613) 996-9709, en mentionnant le code SP24A.F

This paper contains an executive summary in English. It is also available in English.

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada



Canada

LES EXPORTATIONS ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

RÉSUMÉ	2
EXECUTIVE SUMMARY	5
1. INTRODUCTION	8
2. L'IMPORTANCE DES EXPORTATIONS POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU CANADA	9
3. MODÈLE DES ENTRÉES-SORTIES ET MÉTHODES DE STATISTIQUE CANADA	10
● LE MODÈLE	10
● LA MÉTHODE UTILISÉE	11
● LES LIMITES	12
4. LES EXPORTATIONS CANADIENNES ET L'EMPLOI : RÉSULTATS D'ENSEMBLE	13
● SECTEURS OÙ LES EXPORTATIONS GÉNÈRENT DES EMPLOIS	16
● PRINCIPALES INDUSTRIES OÙ LES EXPORTATIONS GÉNÈRENT DES EMPLOIS	16
5. LES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES ET L'EMPLOI : PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION	19
● LES ÉTATS-UNIS	20
● LE MEXIQUE	22
● LE JAPON	23
● LA CORÉE DU SUD	24
● LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (les 12)	26
6. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	27
7. CONCLUSIONS	29
ANNEXE	31

RÉSUMÉ

Un modèle des entrées-sorties de Statistique Canada a été utilisé pour déterminer le nombre d'emplois qui, en 1991, dépendaient des exportations canadiennes. Le commerce extérieur dans son ensemble ainsi que les échanges avec les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, le Mexique et la CE ont été étudiés.

En 1991, 1 649 000 emplois ou 13.4 % des 12,3 millions d'emplois au pays (18% des emplois totaux des secteurs commerciaux) reposaient sur 137,3 milliards \$ d'exportations de biens du secteur commercial (145,7 milliards \$ d'exportations totales moins les réexportations et les exportations autres que celles du secteur commercial). On pourrait aussi dire qu'un emploi sur 7.5 (un emploi sur 5.6 dans le secteur commercial) était directement ou indirectement lié aux exportations de biens, alors que plus d'un cinquième du PIB canadien était également lié aux exportations de marchandises. Il convient de noter toutefois que si le modèle pouvait tenir compte des exportations de services (beaucoup d'emplois du secteur des services se rattachant indirectement aux exportations de biens sont saisis) et de la création d'emplois hors du secteur commercial stimulée par l'imposition des recettes liées aux exportations du secteur commercial, le taux se situerait vraisemblablement plus près de un sur six.

Il n'en demeure pas moins que le modèle des entrées-sorties nous permet d'aller au-delà des chiffres agrégés pour analyser des industries et des marchés d'exportation particuliers. Aussi, il constitue la pierre angulaire de cette étude. À cet égard, le taux de un sur 7,5 signifie que chaque milliard \$ d'exportations de biens soutenait 12 016 emplois, ou encore 83 219 \$ d'exportations soutenait un emploi. Ces chiffres sont très différents de ceux affichés par notre principal partenaire commercial, les États-Unis. En convertissant la valeur des exportations américaines de marchandises en \$ CAN (à l'aide du taux moyen pour 1991), on obtient 16 363 emplois américains pour chaque milliard \$ CAN ou un emploi américain pour 60 942 \$ CAN. Ces différences relèvent de la nature des biens exportés, du coefficient de main-d'oeuvre, des niveaux de productivité et du contenu en éléments importés.

Les exportations de marchandises ont entretenu 1 071 711 emplois (environ les deux tiers de tous les emplois liés à l'exportation de marchandises canadiennes) dans le secteur manufacturier et dans celui des ressources, 741 952 emplois découlant directement et indirectement des industries manufacturières, et 329 759 des industries basées sur les ressources. De plus, dans l'industrie des services, 577 684 emplois dépendaient indirectement des exportations de marchandises en 1991.

Examinées sous l'angle des différentes industries, les marchandises exportées par le secteur de l'agriculture et des services connexes ont été à l'origine de plus de 170 000 emplois répartis dans toutes les industries de biens. L'industrie du matériel de transport, la deuxième en importance, a employé directement et indirectement presque 145 000 personnes dans les industries de biens. L'exportation de biens a entretenu de plus des emplois indirects dans l'industrie des services, les plus nombreux se trouvant dans le commerce au détail (120 000), le commerce de gros (113 000) et les services de transport (108 000)¹.

L'exportation crée directement et indirectement des emplois, la demande extérieure engendrant elle-même une demande intérieure en produits et services. Cette demande directe et indirecte a des répercussions sur l'emploi. En 1991, les exportations de marchandises étaient une source directe d'emploi pour 850 391 Canadiens, et une source indirecte pour 799 004 d'entre eux.

Les États-Unis, qui sont notre principal client à tous les égards, sont à l'origine du plus grand nombre d'emplois canadiens liés aux exportations. En 1991, ce pays comptait pour 75 % des exportations canadiennes et pour 69 % des emplois liés à l'exportation (1 132 380). Chaque milliard \$ CAN d'exportations vers les États-Unis représentait 11 039 emplois au Canada.

Cette même année, seulement 7 351 ou 0,4 % des emplois liés aux exportations dérivait de nos ventes de marchandises au Mexique, l'un de nos partenaires de l'ALENA. Un milliard \$ CAN d'exportations au Mexique représenterait 13 222 emplois canadiens. Une fois l'ALENA en vigueur et les nombreux obstacles mexicains au commerce éliminés, nos exportations vers ce pays devraient connaître un essor considérable et avoir un effet positif sur l'emploi au Canada.

¹ Le nombre total d'emplois représente le nombre d'emplois directs créés dans une industrie de biens, plus le nombre total d'emplois indirects créés dans le même secteur et dans tous les autres secteurs de biens (et non les services indirects). Même si des emplois indirects se trouvent dans d'autres industries, ils sont attribués à l'industrie de biens, qui a créé l'effet de «vague».

Les emplois dans les industries de services sont indirects et sont traités différemment de ceux des secteurs de biens dans le modèle. En raison des contraintes imposées par le modèle des entrées-sorties, chaque service indirect est regroupé en fonction de sa classification, plutôt qu'en fonction de l'industrie qui a causé l'effet de «vague». Par exemple, le nombre d'emplois indirects créés dans les services de transport par l'industrie du bois serait classé dans les services de transport, et non dans l'industrie du bois. Chaque catégorie d'industrie de services représente donc le nombre total d'emplois indirects créés dans ce secteur par toutes les industries de biens et de services.

En 1991, 5 % de nos exportations étaient destinées au Japon, et 6,7 % des emplois liés aux exportations (111 244) en dérivait. Chaque milliard \$ d'exportations vers le Japon représentait 15 759 emplois au Canada, soit 43 % de plus qu'en ce qui concerne les États-Unis. Cette différence est en grande partie due à la nature des produits exportés : bois, papier, produits alimentaires et autres ressources transformées, au contenu canadien élevé et à l'origine d'emplois de qualité, par opposition au matériel de transport (principal produit exporté vers les États-Unis), qui comporte des éléments importés contribuant à réduire le nombre d'emplois de qualité au Canada.

En 1991, les 1,8 milliard \$ d'exportations vers la Corée du Sud représentaient au total 23 761 emplois canadiens, soit 12 850 emplois pour chaque milliard \$. Cette même année, 151 393 emplois canadiens dérivait des 11 milliards \$ d'exportations de marchandises vers la CE (12), c'est-à-dire 13 699 emplois pour chaque milliard \$.

Il existe deux stratégies commerciales pour stimuler l'emploi au Canada. La première est de remplacer les intrants intermédiaires importés par des produits fabriqués au pays ou, du moins, d'accroître la part canadienne de leur valeur ajoutée. Toutefois, en tentant d'imposer cette stratégie, nos gouvernements iraient, dans la plupart des cas, à l'encontre de leurs obligations en matière de commerce extérieur, ce qui risquerait probablement d'entraîner des mesures de rétorsion à l'endroit de nos exportations et de nous obliger à payer plus cher le matériel nécessaire à la production. Cela nuirait donc à la compétitivité du Canada. La seconde méthode consiste à créer un cadre de politique intérieure et de politique de commerce extérieur qui stimulera la compétitivité en matière d'exportation. Nos exportations sont censées connaître une croissance annuelle de quatre à cinq pour cent pendant les deux prochaines décennies. Un seul pour cent de plus par année représenterait au bout de dix ans 165 000 emplois supplémentaires au minimum.

EXECUTIVE SUMMARY

A Statistics Canada Input-Output model was used to estimate the number of jobs supported by Canadian merchandise exports in 1991. Canada's total world trade was investigated, as well as Canada's trade with the U.S., Japan, South Korea, Mexico, and the EC.

1,649,000 jobs or 13.4% of the 12.3 million total jobs (18% of total business sector jobs) in Canada were supported by \$137.3 billion in business sector exports of goods in 1991 (\$145.7 billion in total exports less re-exports and non-business sector exports). Put another way, **one out of every 7.5 total jobs** (one out of 5.6 business sector jobs) was directly or indirectly dependent on exports of goods, while more than one-fifth of Canada's GDP was also dependent on merchandise exports. It should be noted, however, that if the model could accommodate all direct exports of services (many export-related service sector jobs sustained indirectly by goods exports are captured) and job creation in the non-business sector supported through taxation of export-related earnings in the business sector, then the ratio of jobs sustained by business sector exports to total jobs would likely be closer to one in six.

Nonetheless, the Input-Output model allows us to move beyond aggregate figures to analyze specific industries and export markets. Consequently, it remains the centrepiece of this Paper. In this regard, the one in 7.5 ratio means that each billion dollars of Canadian exports of goods supported 12,016 Canadian jobs or, \$83,219 of Canadian exports of goods supported one Canadian job. These figures are substantially different from those of our main trading partner, the United States. When the value of U.S. merchandise exports is adjusted for the average 1991 Canada-U.S. exchange rate, each billion Canadian dollars supported 16,363 American jobs, or \$60,942 Canadian supported one U.S. job. The differences in these U.S.-Canadian numbers for jobs supported by exports are the result of variances in the mix of commodities exported, labour intensities, productivity levels, and the percentage of imported inputs in goods exported.

Exports of goods support 1,071,711 jobs (approximately two-thirds of all jobs supported by Canadian merchandise exports) in the manufacturing and resource sectors, of which 741,952 jobs are sustained directly and indirectly by manufacturing industries, and 329,759 jobs are supported directly and indirectly by resource industries. In addition, another 577,684 service industry jobs are indirectly the result of goods exports in 1991.

On an industry basis, merchandise exports by the Agriculture and Related Services industry supported over 170,000 jobs throughout all goods industries. Transportation Equipment industries, the second most important, accounted for almost 145,000 jobs supported directly and indirectly in goods industries. In addition, goods exports supported indirect jobs in the services industries, the most important of which were retail trade (120,000), wholesale trade (113,000), and transportation services (108,000).²

Canada's export trade with the world creates both direct and indirect jobs domestically. As the impact of the demand for goods ripples through the economy, secondary and other impacts including indirect services also create a demand for goods. The employment effects caused by the direct and indirect demand for goods and the indirect demand for services appears as total jobs supported by merchandise exports. In 1991, Canada's export merchandise trade with the world supported 850,391 direct jobs and 799,004 indirect jobs.

The United States is Canada's largest export customer dominating all aspects of trade and job creation. In 1991, the U.S. accounted for 75% of total Canadian exports and 69% of all export-related jobs (1,132,380). Every one billion Canadian dollars of merchandise exports to the U.S. supported 11,039 jobs in Canada.

Mexico is one of our partners in the NAFTA, but it has not traditionally been a significant generator of Canadian export-supported jobs. In 1991, Canadian business-sector exports to Mexico supported 7,351 jobs in Canada or 0.4% of total jobs. A billion dollars of Canadian merchandise exports to Mexico would support 13,222 jobs in Canada. Once the NAFTA is in force, and Mexico's many trade barriers are phased-out, Canadian exports should increase significantly, supporting more jobs in Canada.

² Total jobs are defined as the number of direct jobs supported in a goods industry, plus the total number of indirect jobs supported in the same sector and in all other goods sectors (i.e., not indirect services). Even though indirect jobs are located in other industries, they are attributed to the goods industry which created the "ripple" effect.

Jobs in the service industries are indirect in nature and are treated differently in the model than those in the goods sectors. Because of the constraints of the Input-Output model, each indirect service is aggregated according to its classification, rather than by the industry causing the "ripple" effect. For example, the number of indirect jobs supported in transportation services by the wood industry would be classified in transportation services, not in the wood industry. Hence, each service industry category represents the total number of indirect service jobs supported in a sector across all goods and services industries.

In 1991, Canada's merchandise trade with Japan accounted for 5% of total merchandise exports and 6.7% of all export supported jobs (111,244). Every billion dollars of merchandise exports to Japan creates 15,759 jobs in Canada, 43% more jobs than each billion dollars of exports to the U.S.. This difference is largely related to the export product mix, with wood and paper products, food industries and other processed resource products creating jobs with high Canadian content, compared to transport equipment (a major component of exports to the U.S.) in which a higher level of imported inputs (mostly originating in the U.S.) lowers the number of jobs created in Canada.

In 1991, every billion dollars of Canadian merchandise exports to South Korea supported 12,850 jobs in Canada. The \$1.8 billion dollars of Canadian merchandise exports to South Korea supported a total of 23,761 jobs in Canada in 1991. Canadian merchandise exports of \$11 billion in 1991 to the EC (12) accounted for 151,393 jobs in Canada. Each billion dollars of merchandise exports supported 13,699 jobs in Canada.

There are two strategic, trade-related methods to increase jobs in Canada. One is to replace imports used as intermediate inputs with those which are made in Canada, or at least increase their Canadian value-added. But for governments to attempt to dictate this course would be inconsistent with our international trading obligations in most instances, would likely lead to retaliation against Canadian exports, and could limit our access to cost-competitive inputs needed for down-stream production. Such government-directed import substitution would undermine Canadian competitiveness. The second approach is to provide a domestic and trade policy framework that will encourage greater export competitiveness. Exports have been forecast to grow between four and five percent annually for the next twenty years. If exports increased by only one percent more each year, within ten years Canada would have generated a minimum of at least 165,000 additional jobs.

LES EXPORTATIONS ET LA CRÉATION D'EMPLOI³

1. INTRODUCTION

Depuis très longtemps, les exportations ont été le principal moteur de la croissance économique et de la création d'emplois dans l'économie canadienne. Le commerce international a fait du Canada l'un des pays les plus riches et les plus enviés du monde. Les Canadiens ont un niveau de vie élevé malgré la faible taille de la population du Canada et, par conséquent, un marché restreint où écouler la production intérieure. Ils font du commerce afin de tirer profit des avantages comparatifs que procurent les ressources du pays et, de ce fait, gagner un revenu pour acheter une plus vaste gamme de produits et services. L'accroissement du revenu permet aux Canadiens un mode de vie plus élevé et plus enrichissant que celui de bien d'autres pays de même superficie. Afin de continuer de desservir les marchés mondiaux et de maintenir un niveau de vie élevé, les Canadiens doivent être compétitifs au niveau international⁴.

Aujourd'hui, le Canada est encore une puissante nation commerçante. Notre dépendance à l'égard du commerce international, et les succès que nous y avons enregistrés, expliquent en grande partie la force sous-jacente de notre économie. Par exemple, les exportations de marchandises comptent pour plus de 20 p. 100 de notre PIB. Le commerce est essentiel à l'expansion économique du Canada. Les initiatives commerciales, comme l'Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) qui entrera bientôt en vigueur, renforcent le rôle du commerce en tant que clé de voûte de la prospérité économique du Canada.

La forte croissance des exportations canadiennes au cours de la seconde moitié des années 80 et au début des années 90 a contribué à augmenter le nombre d'emplois au Canada. Toutefois, les détails et la structure de cet emploi ne sont pas très connus. Même si le gouvernement a publié quelques rapports internes de portée générale, l'incidence des exportations sur la création d'emploi a très peu été explorée. Dans le présent document, la contribution des exportations de marchandises à l'emploi

³ L'auteur tient à remercier Ronald Rioux et Erik Poole, de Statistique Canada, de leur soutien technique, et Denis Gauthier et Louis Beauséjour du ministère des Finances de leurs critiques utiles.

⁴ Keith Christie étudie l'incidence de la mondialisation sur les processus de production, les tendances commerciales et les négociations commerciales dans le document n° 93/01 (janvier 1993) du Groupe de la planification des politiques, intitulé "*La mondialisation et la politique officielle du Canada : à la recherche d'une paradigme*".

au Canada est étudiée en détail, en se fondant sur les données commerciales de 1991.

2. L'IMPORTANCE DES EXPORTATIONS POUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DU CANADA

X Depuis la fondation du Canada, le commerce extérieur est l'une des pierres angulaires de son économie. Les tendances commerciales du Canada sur le plan géographique ont considérablement évolué au cours des 50 dernières années. Pendant cette période, la domination de l'Empire britannique a disparu, et l'importance de notre plus proche voisin, les États-Unis, a presque doublé. Au cours de la dernière décennie, la région Asie-Pacifique, où le commerce a pris de l'importance, a remplacé l'Europe en tant que principale source de croissance de nos exportations et, plus récemment, de nouveaux partenaires commerciaux, comme le Mexique et un certain nombre de pays latino américains, sont apparus et représentent d'éventuels partenaires de taille dans un avenir proche.

X De 1982 à 1989, les exportations et l'investissement ont constitué les deux principales forces qui ont sorti le Canada de la récession de 1982 et l'ont fait atteindre les niveaux élevés de croissance économique que l'on a connus pendant la seconde moitié des années 80. La performance record des exportations en 1992 indique clairement qu'elles assureront que le redressement du Canada après la récession de 1991-1992 sera également impressionnant. En fait, les perspectives d'expansion du commerce au Canada sont si prometteuses que, selon certains économistes, il croîtra à une moyenne annuelle de 4 à 5 p. 100 au cours des 20 prochaines années, ce qui représente une fois et demie la croissance du PIB.

Dans le présent document, nous avons utilisé les données sur les exportations de l'année la plus récente pour laquelle des statistiques révisées sont disponibles (soit 1991)⁵. Cette année-là, les exportations de marchandises (fondées sur les chiffres des services des douanes) ont compté pour plus de 20 p. 100 du PIB du Canada et se sont montées à 145,7 milliards de dollars (137,3 milliards une fois enlevé les réexportations et les exportations du secteur non commercial).

Il y a une corrélation presque parfaite entre les exportations et la création d'emplois. Un accroissement des exportations signifie davantage d'emplois pour les Canadiens. Les entreprises canadiennes fabriquent des produits qui sont consommés tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger. La production canadienne provoque une

⁵ Statistique Canada vient tout juste de publier les données révisées sur le commerce extérieur pour 1992.

demande de biens et services qui s'étend bien au-delà de l'industrie produisant les biens exportés, soit aux fournisseurs intermédiaires. À son tour, cette demande produit d'autres effets de vague. Ensemble, tous ces effets de vague directs et indirects maintiennent des emplois. Plus les exportations seront élevées, plus le nombre d'emplois qui y sont liés sera grand. Au Canada, les exportations comptent pour une forte proportion du marché de l'emploi.

3. MODÈLE DES ENTRÉES-SORTIES ET MÉTHODES DE STATISTIQUE CANADA

- **LE MODÈLE**

Afin d'évaluer l'incidence des exportations canadiennes sur l'emploi, nous avons fait un exercice de simulation en utilisant le modèle des entrées-sorties de Statistique Canada sur l'économie canadienne. Parmi les nombreuses utilisations des tables du modèle des entrées-sorties, mentionnons la construction de modèles qui déterminent et quantifient les effets directs et indirects de postulats relatifs à l'activité économique - en l'occurrence les exportations vers les autres pays.

Le modèle des entrées-sorties représente une partie intégrante du système canadien de comptabilité nationale. Ce système est calqué dans une grande mesure sur le système de comptabilité nationale des Nations Unies, adapté afin de tenir compte de l'infrastructure économique du Canada, comme notre système global de taxes indirectes et de subventions et la gamme de nos exportations de marchandises.

Les comptes des entrées-sorties sont une mesure complète de l'activité économique. À l'inverse des autres enquêtes effectuées par Statistique Canada, tous les aspects de l'économie doivent être mesurés d'une façon ou d'une autre, même si les données sur un aspect particulier de l'activité sont peu fiables. Toutes les parties des comptes sont construites; c'est pourquoi la relation entre les diverses catégories d'activités est limitée. La dépendance des autres pour obtenir les données, ainsi que les longues procédures nécessaires pour corriger les erreurs et équilibrer le modèle, nécessitent un concept dans lequel la structure globale la plus récente date souvent de trois à quatre ans.

Même s'il est difficile à construire du point de vue statistique, le principe théorique des tables des entrées-sorties est simple. Les comptes des entrées-sorties sont une comptabilité complète des transactions qui génère le processus de production et détermine les transactions intermédiaires entre les entités productrices, ainsi que les principaux intrants et la production finale. Étant donné que les importations satisfont la demande de certains produits, elles sont déduites de la

demande finale dans le modèle utilisé. La comptabilité de l'utilisation intermédiaire fournit un lien officiel entre les principaux intrants (PIB) et la production finale (dépense imputée au PIB)⁶.

● LA MÉTHODE UTILISÉE

Les calculs se fondent sur les coefficients de besoins intérieurs totaux d'entrées-sorties d'intrants sous forme de biens et de services indirects entrant dans les marchandises canadiennes exportées en 1991. Ils ne tiennent pas compte de l'exportation de marchandises étrangères (réexportations) et des intrants directs consistant en des marchandises importées. À long terme, la variation de ces coefficients reflète les changements intervenus dans la technologie de production et la croissance de la productivité au Canada. Toutefois, à court terme, on suppose qu'aucun changement dans la croissance de la technologie et de la productivité n'est susceptible de fausser les résultats du modèle. Le nombre total d'emplois liés aux exportations est égal à la somme des emplois nécessaires pour produire au Canada des biens entrant directement et indirectement dans le produit fini en tant qu'intrants intermédiaires, des emplois indirects dans le secteur des services en tant qu'intrants intermédiaires et des emplois nécessaires pour le transport des produits finis au point d'exportation.

Les calculs des entrées-sorties figurant dans le présent document ont été effectués par Erik Poole, de Statistique Canada, à l'aide de la structure du modèle des entrées-sorties de 1987 comportant 216 industries et 602 marchandises. Les données de 1991 ont été entrées directement dans le modèle par la Direction du commerce international de Statistique Canada et ont été configurées de nouveau par la division des entrées-sorties afin de se conformer aux exigences du modèle.

Les calculs répondent aux critères suivants : a) les exigences en matière d'importations directes ont été établies à zéro (c.-à-d., pas d'importations directes); b) les matrices des coefficients des besoins en intrants utilisées sont celles de 1987 (il semble que ces coefficients demeurent stables avec le temps); c) les exigences en matière de production ont été calculées à partir des matrices des coefficients des besoins qui reflètent également la structure de 1987 du modèle et d) les calculs

⁶ On peut trouver une description détaillée de la méthode utilisée dans le modèle des entrées-sorties dans l'ouvrage intitulé *La structure des entrées-sorties de l'économie canadienne 1961-1981* (publication de Statistique Canada, numéros 15-510 et 15-511 au Catalogue).

contiennent également quelques autres ajustements, comme les exigences en matière de marge commerciale⁷.

Voici les quatre principales étapes des calculs : 1) calculer le contenu canadien de la matrice des coefficients des besoins directs et de la matrice des coefficients des besoins locaux totaux correspondante; 2) calculer le total des intrants locaux nécessaires pour produire les exportations en multipliant la matrice des coefficients des besoins locaux totaux par un vecteur des valeurs des exportations; 3) calculer les besoins en matière de production intérieure indirecte en multipliant les besoins locaux directs par le vecteur des exportations et, ensuite, en soustrayant le résultat obtenu de celui de l'étape 2); et 4) calculer les besoins locaux totaux et indirects en matière d'emplois en multipliant les résultats obtenus aux étapes 2) et 3) par les ratios emploi-production. Les ratios main-d'oeuvre-production figurant dans le modèle ont été déterminés en utilisant les données disponibles en 1987. Pour utiliser des données de 1991 sur les exportations dans un modèle structuré en 1987 il faut d'habitude procéder à des ajustements en raison de l'inflation ou de la déflation⁸. En outre, les ratios emploi-production peuvent varier avec le temps, ce qui change les résultats en matière de création d'emplois. De 1987 à 1991, les prix à l'exportation ont très peu changé (moins de -2 p. 100). De plus, on a supposé que le ralentissement économique enregistré pendant cette période a stabilisé les ratios emploi-production. Par conséquent, le modèle a utilisé les prix nominaux à l'exportation de 1991.

● LES LIMITES

De par leur nature, les comptes des entrées-sorties représentent un tableau à un moment donné. Les résultats ne sont valables que pour cette période, c.-à-d., chaque année représente un équilibre distinct. Le modèle passe d'un équilibre pour une année donnée à une autre sans tenir compte de l'élément temps. À l'inverse des analyses des séries chronologiques, l'utilisation d'un modèle des entrées-sorties laisse supposer que les résultats sont instantanés (c.-à-d., il n'y a pas de délais, de retards ou d'autres éléments reliés au temps, chaque transaction et chaque résultat est instantané et simultané), que les ressources en capital et en main-d'oeuvre sont illimitées (c.-à-d., les ressources sont parfaitement élastiques) et que la structure industrielle et les niveaux de technologie sont les mêmes tous les ans.

⁷ Les marges commerciales comprennent les biens et services nécessaires pour transporter les marchandises exportées de leur point de production finale à leur point d'exportation.

⁸ L'utilisation de déflateurs différents peut donner des résultats très différents.

Dans le présent document, nous utilisons la structure de 1987 du modèle des entrées-sorties, qui est le modèle complet le plus récent actuellement en vigueur à Statistique Canada⁹. Les résultats obtenus grâce à ce modèle servent à analyser l'incidence des exportations produites en 1991 et doivent être modifiés si les structures industrielles ont changé ou si la technologie ou la productivité totale a subi des modifications profondes. Dans le présent document, nous supposons que ces paramètres n'ont pas beaucoup changé au cours de la période allant de 1987 à 1991.

Nous n'avons pas «entré» directement les industries des services dans le modèle des entrées-sorties, car le commerce des marchandises fondé sur les chiffres des douanes a été utilisé. Ces données ne comprennent pas les exportations générées par le secteur des services¹⁰. Néanmoins, même si le modèle ne tient pas compte de l'incidence directe du secteur des services, les répercussions secondaires et autres sont saisies, c.-à-d., l'incidence en matière de création d'emplois dans le secteur des services causée par l'exportation de marchandises.

Dans son analyse, le modèle ne calcule que l'incidence sur le secteur des entreprises et ne tient pas compte du secteur non commercial, qui se compose essentiellement de services sans but lucratif, notamment les services gouvernementaux, les institutions sans but lucratif, comme les hôpitaux, et les services sans but lucratif fournis aux industries des ressources et manufacturières.

4. LES EXPORTATIONS CANADIENNES ET L'EMPLOI : RÉSULTATS D'ENSEMBLE

En 1991, 1 649 395 emplois dans le secteur des entreprises, soit 13,4 p. 100 des 12,3 millions d'emplois au Canada (18 p. 100 du nombre total d'emplois dans le secteur des entreprises) reposaient sur 137,3 milliards de dollars d'exportations par ce secteur (145,7 milliards de dollars d'exportations totales moins les réexportations et les exportations du secteur non commercial). En se fondant sur le modèle des entrées-sorties utilisé dans la présente étude, un emploi sur 7,5 dépendait directement ou indirectement de l'exportation de marchandises en 1991 (un emploi sur 5,6 dans le secteur des entreprises).

⁹ Statistique Canada vient tout juste de publier une version 1989 de son modèle des entrées-sorties.

¹⁰ Un faible nombre d'industries des services ont été inclus par inadvertance lorsque les exportations de marchandises ont été «entrées» dans le modèle. Ces industries ont représenté 1,1 p. 100 du total des exportations des entreprises et ont compté pour environ 10 000 emplois directs. L'inclusion de ces emplois directs dans les services n'a aucune signification du point de vue statistique.

Même s'il détermine la plupart de l'incidence des exportations sur la création d'emplois, le ratio de 1 à 7,5 ne donne pas un aperçu complet de la situation. Étant donné que l'objectif du présent document consiste à ventiler les données entre les marchandises et les industries, seules les exportations de marchandises des entreprises (fondées sur les données des douanes) ont été utilisées dans le modèle. Les données ventilées sur les marchandises ou les services, fondées sur la balance des paiements, n'étaient pas disponibles (les services fondés sur les chiffres des douanes n'étaient pas disponibles non plus). Par conséquent, l'analyse ne porte pas sur les exportations de services directs. En outre, le modèle des entrées-sorties (comme tout autre modèle) comporte certaines limitations qui restreignent le champ de l'analyse. Les secteurs exclus et les limites du modèle réduisent l'importance des résultats finaux. Si tous les phénomènes économiques pouvaient être inclus, le modèle indiquerait des emplois supplémentaires en raison du plus grand nombre de variables.

Le secteur des services directs (y compris le tourisme au Canada en tant qu'«exportations») est le plus important élément exclus de l'analyse. En 1991, mesurées en fonction de la balance des paiements, les exportations de services se sont montées à 23,3 milliards de dollars. En utilisant le montant en dollars des exportations de marchandises par emploi comme substitut approximatif en vue de calculer le nombre d'emplois dans le secteur des services, on trouverait que ce dernier en compte entre 200 000 et 400 000 (en tenant compte du fait que les emplois indirects liés à l'exportation dans ce secteur sont déjà comptabilisés dans le modèle - p.ex., les services de transport que soutient l'exportation de marchandises). L'inclusion de ces emplois augmenterait probablement le nombre d'emplois créés par l'exportation à près de 2 millions.

En outre, les multiplicateurs du modèle ne mesurent pas les effets «provoqués», comme la re-dépense du revenu, et le modèle ne tient pas compte des exportations du secteur non commercial. Ces éléments auraient une très faible importance et n'auraient pas grandement influencé les résultats. Le modèle ne mesure pas un autre secteur générateur d'emplois indirects. La dépense locale des recettes fiscales perçues en imposant les bénéfices réalisés sur les exportations et les salaires générés par ces dernières n'est pas calculée. De nombreux emplois, surtout dans les secteurs «bien-être social, santé et éducation» de l'économie, dépendent directement des recettes fiscales provenant de l'imposition des revenus des exportations du secteur des entreprises. La création d'emplois par l'entremise de la dépense des taxes est probablement importante, mais il n'est pas possible de la calculer avec le modèle utilisé dans le présent document.

L'inclusion de tous ces chiffres modifierait les résultats de sorte que, selon toute probabilité, environ un emploi sur six dépendrait peut-être des exportations canadiennes de biens et services.

Néanmoins, le présent document se concentre principalement sur l'incidence des exportations de marchandises du secteur des entreprises sur la création d'emplois. Cette démarche nous permet d'aller au-delà des chiffres globaux afin d'analyser les résultats au niveau de chaque industrie et les écarts apparents au niveau des marchés d'exportations précis pour le Canada. À cet égard, le ratio de 1 à 7,5 signifie que chaque milliard de dollars d'exportations canadiennes de marchandises a donné du travail à 12 016 Canadiens ou, en d'autres termes, 83 219 \$ d'exportations canadiennes de marchandises ont maintenu un emploi au Canada.

En comparant des données semblables pour les États-Unis en 1991, un emploi civil sur treize dépendait des exportations américaines de marchandises¹¹. Après ajustement des chiffres américains en fonction du taux de change annuel moyen du dollar canadien en 1991, chaque milliard de dollars canadiens d'exportations de marchandises a donné de l'emploi à 16 363 Américains, ou alors, 60 942 \$CAN d'exportations ont maintenu un emploi aux États-Unis. Les écarts entre les résultats obtenus aux États-Unis et au Canada sont importants et reflètent les différences qui existent entre la structure de nos industries, les niveaux de productivité, le niveau de technologie, la gamme de marchandises exportées et les marchés d'exportation. En outre, il y a un important écart entre les quantités de marchandises importées entrant dans le processus de production. Aux États-Unis en 1990, 14 p. 100 de la valeur totale des marchandises exportées consistait d'intrants importés¹², tandis qu'en 1991, au Canada, ce pourcentage s'établissait à 26 p. 100¹³. Dans le modèle des entrées-sorties, seules les importations entrant directement dans la fabrication de marchandises exportées ont été enlevées. Les importations indirectes (c.-à-d., les intrants d'intrants) demeurent dans le modèle et sont une source importante de fuite d'emplois canadiens. Parmi les industries qui ont une composante intrants importés plus importante, mentionnons le secteur de l'automobile, le matériel électronique et le matériel de bureau et d'entreprise¹⁴.

¹¹ Lester Davis, *Trade and Export Supported Jobs*, U.S. Bureau of Commerce, Office of the Chief Economist, juin 1992.

¹² Ibid.

¹³ Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

¹⁴ Ibid.

- **SECTEURS OÙ LES EXPORTATIONS GÉNÈRENT DES EMPLOIS**

La dépendance de l'emploi à l'égard des exportations varie considérablement d'un secteur à l'autre et d'une industrie à l'autre. Parmi les secteurs de marchandises, le secteur manufacturier compte le plus grand nombre d'emplois dépendant du secteur des biens. Les différences d'incidence sur les gains d'emplois d'un secteur à l'autre reflètent en partie les variations de croissance de productivité et le coefficient de main-d'oeuvre et l'intensité de capital. Les exportations du secteur manufacturier ont été très importantes pour le nombre et la croissance des emplois dépendant des exportations de marchandises et ont également été la source de la plupart de l'augmentation de l'emploi lié aux exportations de marchandises dans le secteur des services.

Les exportations de marchandises donnent du travail à 1 071 711 Canadiens (environ deux-tiers du total des emplois liés aux exportations canadiennes de marchandises) dans les secteurs manufacturier et des ressources; de ce chiffre, 741 952 emplois dépendent directement et indirectement du secteur manufacturier et 329 759, du secteur des ressources. En outre, 577 684 emplois dans le secteur des services étaient indirectement liés aux exportations de marchandises en 1991.

Une étude semblable effectuée aux États-Unis en 1990 a donné les résultats suivants : secteur manufacturier - un emploi sur 5,7 dépendait des exportations totales américaines de marchandises; secteur agricole - un emploi sur 5,5; secteur des services - un emploi sur 24,4¹⁵.

- **PRINCIPALES INDUSTRIES OÙ LES EXPORTATIONS GÉNÈRENT DES EMPLOIS**

Les exportations canadiennes qui maintiennent des emplois sont réparties parmi la plupart des industries. Toutefois, les industries traditionnelles jouent encore un rôle prédominant, l'industrie agricole et de services connexes et l'industrie du matériel de transport se classant aux premier et deuxième rangs respectivement. Le **Tableau 1** fournit la liste des quinze premières industries (les 10 premières des industries de marchandises et les 5 premières industries de services) où les exportations de marchandises contribuent le plus, directement ou indirectement, à la création d'emplois. Remarquez que la définition du nombre total d'emplois dans les industries de marchandises est différente de celle du total d'emplois dans les industries de services indirects (voir note 16, page 17)

¹⁵ Davis, Trade and Export.

TABLEAU 1

**PRINCIPALES INDUSTRIES DE BIENS ET DE SERVICES INDIRECTS CLASSÉES
SELON LE NOMBRE D'EMPLOIS DÉPENDANT DES EXPORTATIONS EN 1991**

EXPORTATIONS CANADIENNES DE MARCHANDISES - 1991

MARCHANDISES	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS ¹⁶	% DU TOTAL
INDUSTRIES AGRICOLES ET DE SERVICES CONNEXES	171 176	10,38
INDUSTRIES DU MATÉRIEL DE TRANSPORT	144 827	8,78
PREMIÈRE TRANSFORMATION DES MÉTAUX	85 195	5,17
PRODUITS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES	81 929	4,97
INDUSTRIES DU PAPIER ET PRODUITS CONNEXES	76 283	4,62
INDUSTRIES DES MINES	74 824	4,54
FABRICATION DES PRODUITS EN MÉTAL	54 295	3,29
INDUSTRIES DU BOIS	48 579	2,95
INDUSTRIES DE LA MACHINERIE	44 944	2,72
INDUSTRIES DES ALIMENTS	42 401	2,57
TOTAL DES 10 INDUSTRIES	824 453	49,99

¹⁶ Le nombre total d'emplois représente le nombre d'emplois directs créés dans une industrie de biens, plus le nombre total d'emplois indirects créés dans le même secteur et dans tous les autres secteurs de biens (et non les services indirects). Même si des emplois indirects se trouvent dans d'autres industries, ils sont attribués à l'industrie de biens qui a créé l'effet de "vague".

Les emplois dans les industries de services sont indirects et sont traités différemment de ceux des secteurs de biens dans le modèle. En raison des contraintes imposées par le modèle des entrées-sorties, chaque service indirect est regroupé en fonction de sa classification, plutôt qu'en fonction de l'industrie qui a causé l'effet de "vague". Par exemple, le nombre d'emplois indirects créés dans les services de transport par l'industrie du bois sont classés dans les services de transport, et non dans l'industrie du bois. Chaque catégorie d'industrie de services représente donc le nombre total d'emplois indirects créés dans ce secteur par toutes les industries de biens et de services.

TABLEAU 1 (SUITE)

SERVICES INDIRECTS	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS	% DU TOTAL
INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL	119 471	7,24
INDUSTRIES DU COMMERCE DE GROS	112 996	6,85
INDUSTRIES DU TRANSPORT	108 296	6,57
INDUSTRIES DES SERVICES AUX ENTREPRISES	68 694	4,16
INDUSTRIES FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES	40 361	2,45
TOTAL DES CINQ INDUSTRIES	449 818	27,27
TOTAL DES BIENS ET DES SERVICES INDIRECTS	1 649 395	100

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada. Voir une liste plus complète au Tableau 1 de l'Annexe.

Les emplois dans les usines, les fermes et les autres exploitations produisant des biens qui sont exportés (soit des emplois qui dépendent directement des exportations) ne représentent pas tous les emplois dépendant des exportations. Ces exploitations utilisent une vaste gamme de biens et services produits par d'autres entreprises, qui, à leur tour, ont besoin de travailleurs pour les produire (il s'agit des emplois dépendant indirectement des exportations), soit :

- le matériel, les pièces et les services en amont qui sont consommés dans les chaînes de production fabriquant ces exportations.
- les usines et l'équipement utilisés pour la production de ces biens.
- une gamme de fournitures, de matériel et de services fournis en aval dans la chaîne de distribution par d'autres entreprises afin de transporter les biens vers le point d'exportation.

Les emplois qui dépendent des besoins de biens et services en amont et en aval et sont nécessaires indirectement en vue de produire les marchandises exportées sont également nombreux. En 1991, le commerce du Canada à l'exportation a donné des emplois directs à 850 391 Canadiens, et des emplois indirects à 799 004 d'entre eux¹⁷.

5. LES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES ET L'EMPLOI : PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION

Le Tableau 2 présente un résumé du nombre d'emplois qui dépendent de plusieurs marchés d'exportation. En outre, il indique le montant d'exportations en dollars canadiens nécessaires pour maintenir un emploi au Canada, ainsi que le nombre d'emplois que génère chaque milliard de dollars d'exportations canadiennes. Il faut remarquer que les exportations vers les États-Unis sont celles qui créent le plus faible nombre d'emplois par milliard de dollars. Ce résultat est probablement le fait de la gamme de marchandises exportées vers ce pays, de leur coefficient de main-d'oeuvre et de la forte proportion d'intrants importés (notamment dans le montage des véhicules automobiles). Il convient également de noter que chaque milliard de dollars d'exportations canadiennes vers le Japon créé 43 p. 100 d'emplois de plus que vers les États-Unis.

Les écarts entre le nombre d'emplois créés au Canada par les exportations vers le Japon et les États-Unis sont le fait de nombre des facteurs énumérés dans le précédent paragraphe, mais ils sont dus essentiellement au contenu canadien dans les produits «finis» (matériel et machines). Les exportations vers les États-Unis se composent essentiellement de ce genre de produits finis manufacturés (50 p. 100). Les marchandises exportées du Canada tendent à contenir davantage d'intrants importés (26 p. 100). Cela est particulièrement marqué dans les produits manufacturés. En revanche, les exportations canadiennes vers le Japon (qui représentent environ un tiers de nos exportations totales) se composent essentiellement de produits fabriqués à partir de ressources, y compris des ressources entièrement transformées, et ne comptent que 5 p. 100 de produits «finis» manufacturés. Les biens transformés ou fabriqués à partir des ressources ont un contenu canadien très élevé.

¹⁷ Voir à la note 15, page 17, la définition des emplois directs et indirects.

Néanmoins, les résultats du modèle indiquent aussi que les États-Unis continuent d'être de loin le plus gros partenaire commercial du Canada au plan des exportations et de la création d'emplois.

TABLEAU 2

EXPORTATIONS ET EMPLOIS, PAR PAYS

	Nb. d'emplois	\$/Emploi	Emp./Milliard de dollars
ÉTATS-UNIS	1 132 380	90 590	11 039
MEXIQUE	7 351	75 631	13 222
JAPON	111 244	63 454	15 759
CORÉE DU SUD	23 761	77 823	12 850
C.E.	151 393	72 998	13 699
TOTAL MONDIAL	1 649 395	83 219	12 016

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

● **LES ÉTATS-UNIS**

Les États-Unis, qui dominent tous les aspects du commerce du Canada, sont notre plus important partenaire commercial. En 1991, 75 p. 100 des exportations canadiennes de marchandises, soit 109,6 milliards de dollars, sont allées aux États-Unis. Comme on peut s'y attendre, les États-Unis comptent pour une forte proportion des emplois dépendant des exportations du secteur des entreprises, lesquelles se montent à 102,6 milliards de dollars. En 1991, ces exportations ont donné de l'emploi à 1 132 380 Canadiens, soit 68,7 p. 100 du total des emplois liés aux exportations.

Chaque milliard de dollars d'exportations de marchandises vers les États-Unis a donné du travail à 11 039 Canadiens. En d'autres termes, chaque tranche de 90 590 \$ d'exportations canadiennes vers ce pays a maintenu un emploi au Canada.

Dans le **Tableau 3**, l'économie canadienne est divisée en 13 secteurs et, pour chacun d'entre eux, le nombre d'emplois dépendant des exportations canadiennes de marchandises vers les États-Unis est indiqué. (Il faut lire les Tableaux 3 à 7 en tenant compte de la définition donnée à la note 16 ci-dessus).

TABLEAU 3

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES VERS LES ÉTATS-UNIS - 1991

MARCHANDISES	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES AGRICOLES ET DE SERVICES CONNEXES	70 491
INDUSTRIES DE LA PÊCHE ET DU PIÉGEAGE	10 950
EXPLOITATION FORESTIÈRE	21 952
MINES, CARRIÈRES ET PUIITS DE PÉTROLE	51 323
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	567 424
TOTAL DES MARCHANDISES	722 140
SERVICES INDIRECTS	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION	12 111
INDUSTRIES DU TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	71 515
INDUSTRIES DES COMMUNICATIONS	15 733
AUTRES INDUSTRIES DE SERVICES PUBLICS	18 881
INDUSTRIES DU COMMERCE DE GROS	78 296
INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL	92 622
FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIÈRES	32 446
SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	88 636
TOTAL DES SERVICES INDIRECTS	410 240
TOTAL DES MARCHANDISES ET DES SERVICES INDIRECTS	1 132 380

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

● **LE MEXIQUE**

Le Mexique est l'un des partenaires de l'Accord de libre-échange nord-américain. Selon les prévisions, les exportations canadiennes de marchandises vers ce pays vont augmenter dès que l'ALENA entrera en vigueur et que de nouvelles tendances commerciales se dessineront. En 1991, toutefois, le Mexique ne constituait pas un important marché d'exportation; en effet, les exportations du secteur des entreprises vers ce pays ne se sont montées qu'à 556 millions de dollars, soit 0,4 p. 100 du total des exportations de ce secteur¹⁸.

Les exportations canadiennes de marchandises vers le Mexique ont donné de l'emploi à 7 351 Canadiens, soit 0,4 p. 100 de tous les emplois qui dépendent des exportations. Un milliard de dollars d'exportations vers ce pays maintiendrait 13 222 emplois au Canada. Chaque tranche de 75 631 \$ d'exportations vers le Mexique assure un emploi à un Canadien. Le Tableau 4 présente un résumé des secteurs où les exportations canadiennes de marchandises vers le Mexique ont maintenu des emplois en 1991.

TABLEAU 4

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES VERS LE MEXIQUE - 1991

MARCHANDISES	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES AGRICOLES ET DE SERVICES CONNEXES	1 246
INDUSTRIES DE LA PÊCHE ET DU PIÉGEAGE	4
EXPLOITATION FORESTIÈRE	87
MINES, CARRIÈRES ET PUIXS DE PÉTROLE	498
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	3 156
TOTAL DES MARCHANDISES	4 991

¹⁸ Il convient de noter que les exportations totales canadiennes vers le Mexique ont grandement augmenté en 1992 pour atteindre 783 millions de dollars. En outre, selon Statistique Canada, nos exportations vers ce pays sont sous-estimées d'environ un tiers en raison de l'incapacité d'enregistrer avec exactitude les livraisons aux intermédiaires situés aux États-Unis.

TABLEAU 4 (SUITE)

SERVICES INDIRECTS	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION	69
INDUSTRIES DU TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	536
INDUSTRIES DES COMMUNICATIONS	101
AUTRES INDUSTRIES DE SERVICES PUBLICS	73
INDUSTRIES DU COMMERCE DE GROS	475
INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL	526
FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIÈRES	177
SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	403
TOTAL DES SERVICES INDIRECTS	2 360
TOTAL DES MARCHANDISES ET DES SERVICES INDIRECTS	7 351

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

● **LE JAPON**

En 1991, les exportations de marchandises du secteur canadien des entreprises vers le Japon se sont montées à 7 milliards de dollars, soit 5,1 p. 100 des exportations canadiennes totales de marchandises. En tant qu'important partenaire commercial du Canada, le Japon a donné du travail à 111 244 Canadiens, soit 6,7 p. 100 du total des emplois dépendant des exportations.

Chaque milliard de dollars d'exportations canadiennes de marchandises vers le Japon a maintenu 15 759 emplois au Canada. Chaque tranche d'exportations de 63 454 \$ a donné du travail à un Canadien. Le **Tableau 5** présente l'importance des exportations de marchandises vers le Japon et de la création d'emplois.

TABLEAU 5

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES VERS LE JAPON - 1991

MARCHANDISES	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES AGRICOLES ET DE SERVICES CONNEXES	24 035
INDUSTRIES DE LA PÊCHE ET DU PIÉGEAGE	3 165
EXPLOITATION FORESTIÈRE	5 013
MINES, CARRIÈRES ET PUIITS DE PÉTROLE	15 510
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	28 464
TOTAL DES MARCHANDISES	76 187
SERVICES INDIRECTS	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION	1 284
INDUSTRIES DU TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	10 810
INDUSTRIES DES COMMUNICATIONS	1 101
AUTRES INDUSTRIES DE SERVICES PUBLICS	1 063
INDUSTRIES DU COMMERCE DE GROS	7 108
INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL	5 407
FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIÈRES	3 048
SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	5 236
TOTAL DES SERVICES INDIRECTS	35 057
TOTAL DES MARCHANDISES ET DES SERVICES INDIRECTS	111 244

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

● **LA CORÉE DU SUD**

En 1991, les exportations de marchandises du secteur canadien des entreprises vers la Corée du Sud se sont montées à 1,8 milliards de dollars, soit 1,3 p. 100 des exportations canadiennes totales de marchandises. En 1991, ces

exportations ont donné du travail à 23 761 Canadiens, soit 1,4 p. 100 du total des emplois dépendant des exportations.

Chaque milliard de dollars d'exportations canadiennes de marchandises vers la Corée du Sud a maintenu 12 850 emplois au Canada. Chaque tranche d'exportations de 77 823 \$ a donné de l'emploi à un Canadien. Le Tableau 6 présente le nombre d'emplois dépendant des exportations canadiennes de marchandises vers la Corée du Sud.

TABLEAU 6

EXPORTATIONS DE MARCHANDISES VERS LA CORÉE DU SUD - 1991

MARCHANDISES	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES AGRICOLES ET DE SERVICES CONNEXES	3 207
INDUSTRIES DE LA PÊCHE ET DU PIÉGEAGE	58
EXPLOITATION FORESTIÈRE	383
MINES, CARRIÈRES ET PUIITS DE PÉTROLE	3 965
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	7 968
TOTAL DES MARCHANDISES	15 581
SERVICES INDIRECTS	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION	328
INDUSTRIES DU TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	2 540
INDUSTRIES DES COMMUNICATIONS	286
AUTRES INDUSTRIES DE SERVICES PUBLICS	332
INDUSTRIES DU COMMERCE DE GROS	1 668
INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL	948
FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIÈRES	729
SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	1 349
TOTAL DES SERVICES INDIRECTS	8 180
TOTAL DES MARCHANDISES ET DES SERVICES INDIRECTS	23 761

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

- **LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (les 12)**

En 1991, les exportations de marchandises du secteur canadien des entreprises vers la Communauté européenne se sont montées à 11 milliards de dollars, soit 8 p. 100 des exportations canadiennes totales de marchandises. En 1991, ces exportations ont donné du travail à 151 393 Canadiens.

Chaque milliard de dollars d'exportations canadiennes de marchandises vers la Communauté européenne a donné de l'emploi à 13 699 Canadiens. Chaque tranche d'exportations de 72 998 \$ a maintenu un emploi au Canada. Le Tableau 7 présente en détail le nombre d'emplois dépendant des exportations canadiennes de marchandises vers la Communauté européenne.

TABLEAU 7

**EXPORTATIONS DE MARCHANDISES VERS LA COMMUNAUTÉ
EUROPÉENNE (les 12) - 1991**

MARCHANDISES	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES AGRICOLES ET DE SERVICES CONNEXES	8 971
INDUSTRIES DE LA PÊCHE ET DU PIÉGEAGE	3 160
EXPLOITATION FORESTIÈRE	5 090
MINES, CARRIÈRES ET Puits DE PÉTROLE	17 280
INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	67 380
TOTAL DES MARCHANDISES	101 881

TABLEAU 7 (SUITE)

SERVICES INDIRECTS	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS
INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION	1 669
INDUSTRIES DU TRANSPORT ET ENTREPOSAGE	12 546
INDUSTRIES DES COMMUNICATIONS	1 909
AUTRES INDUSTRIES DE SERVICES PUBLICS	1 871
INDUSTRIES DU COMMERCE DE GROS	9 932
INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL	8 893
FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIÈRES	3 968
SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS	8 724
 TOTAL DES SERVICES INDIRECTS	 49 512
 TOTAL DES MARCHANDISES ET DES SERVICES INDIRECTS	 151 393

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

6. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

- A. Il serait possible d'utiliser les importations de biens intermédiaires par marchandise en vue d'étudier le genre de marchandises soit non disponibles au Canada, soit disponibles, mais à un prix non compétitif. Le modèle des entrées-sorties fournit des détails sur l'importation de biens intermédiaires entrant dans la production de toutes les marchandises et, dans le cas du présent document, de celles qui sont destinées à l'exportation.
- B. La gamme de marchandises exportées vers les divers marchés et le nombre d'emplois liés à leur production pourrait donner un aperçu stratégique des emplois et de la compétitivité du Canada.

- C. Le classement des marchandises en fonction du nombre d'emplois dépendant des exportations donne une indication de la compétitivité d'un produit. Si un secteur compte pour une forte proportion des exportations canadiennes, comporte un grand nombre d'emplois dépendant des exportations et a un «multiplicateur» plus élevé que la moyenne, il faudrait envisager de l'étudier plus en profondeur. En effectuant une étude conjointement avec d'autres importants paramètres économiques, comme l'investissement en capital, la productivité, la recherche et le développement et le niveau de technologie, il serait peut-être possible de déterminer les «produits gagnants», en se fondant sur les forces du marché, et les futurs «produits gagnants». Cette analyse fournit un autre important élément économique de l'élaboration d'une stratégie d'accroissement de la compétitivité industrielle du Canada à l'échelle internationale et d'incitation à la croissance intérieure.
- D. En utilisant des définitions des industries de haute technologie établies au niveau international, il est possible de déterminer les succès enregistrés par elles au plan des exportations et de la création d'emplois.
- E. Il est possible d'évaluer l'importance du secteur militaire pour ce qui est du support technique, de la haute technologie et de la recherche et du développement au plan des emplois et de la demande de biens intermédiaires.
- F. Les exercices de simulation des entrées-sorties ne comportent pas d'élément de temps. Ils peuvent, toutefois, brosser un tableau de chaque année, lequel comprendra les changements de capacité de créer des emplois et de productivité de la main-d'oeuvre. Ce genre d'analyse nécessiterait des passages du modèle en machine étalés sur une période de cinq à sept ans afin d'obtenir une vue d'ensemble plus complète de l'incidence des exportations sur la création d'emplois.

- G. L'évolution de la part de marché des ressources, du secteur manufacturier, de l'agriculture et des services indirects fournit une indication du changement structurel qui s'opère dans l'économie. En effectuant une analyse intégrant l'évolution des coefficients de technologie avec le temps, il est possible de déterminer l'importance du changement structurel. Il serait aussi nécessaire d'effectuer une comparaison avec les données d'autres pays afin de déterminer les changements relatifs.
- H. Le modèle des entrées-sorties est utile pour estimer l'incidence de l'évolution des tendances commerciales et des technologies lorsque les résultats obtenus portent sur différentes périodes.

7. CONCLUSIONS

Le commerce international est un important facteur de la création d'emplois et de leur maintien au Canada. Selon le modèle des entrées-sorties utilisé dans le présent document, plus d'un cinquième du produit intérieur brut et 13,4 p. 100 de tous les emplois dépendent des exportations de marchandises. Le nombre d'emplois au Canada dépend dans une grande mesure de la gamme de marchandises exportées, ainsi que du pourcentage de produits importés entrant dans le processus de fabrication. D'autres facteurs sont également importants, comme la productivité, les coefficients de main-d'oeuvre et le niveau de technologie. Le nombre d'emplois créés, plutôt que maintenus, dépendra de l'utilisation de la capacité de production, des ratios main-d'oeuvre/capital, du niveau de technologie, du coût et de la productivité de la main-d'oeuvre, de la disponibilité de main-d'oeuvre qualifiée, du genre d'industrie et des perspectives économiques et industrielles à long terme.

Il faut également tenir compte des autres points suivants :

1. Les secteurs à plus forte valeur ajoutée sont ceux qui créent le plus grand nombre d'emplois au Canada.
2. Les secteurs à fort coefficient de main-d'oeuvre et les secteurs à forte intensité de capital créent des emplois de façon différente. Les premiers tendent à avoir une forte incidence sur la création d'emplois directs, tandis que les seconds tendent à avoir une forte incidence indirecte.

3. Même si le secteur manufacturier compte pour la majeure partie des produits exportés, de nombreux emplois liés aux exportations au Canada se trouvent dans le secteur des services (dans le présent modèle, ce sont les services indirects). Dans les marchés d'exportations étudiés, environ un tiers des emplois dépendant des exportations étaient (indirectement) dans les industries de services.
4. Il existe deux stratégies commerciales pour stimuler l'emploi au Canada. La première est de remplacer les intrants intermédiaires importés par des produits fabriqués au pays ou, du moins, d'accroître la part canadienne de leur valeur ajoutée. Toutefois, en tentant d'imposer cette stratégie, nos gouvernements iraient, dans la plupart des cas, à l'encontre de leurs obligations en matière de commerce extérieur, ce qui risquerait probablement d'entraîner des mesures de rétorsion à l'endroit de nos exportations et de nous obliger à payer plus cher le matériel nécessaire à la production. Cela nuirait donc à la compétitivité du Canada. La seconde méthode consiste à créer un cadre de politique intérieure et de politique de commerce extérieur qui stimulera la compétitivité en matière d'exportation. Nos exportations sont censées connaître une croissance annuelle de quatre à cinq pour cent pendant les deux prochaines décennies (selon la DRI). Un seul pour cent de plus par année représenterait au bout de dix ans 165 000 emplois supplémentaires au minimum.
5. Comparé aux États-Unis, le Canada crée environ 27 p. 100 d'emplois de moins par milliards de dollars canadiens d'exportations. Les plus importants facteurs expliquant cet écart sont les suivants : 1) la quantité de produits importés entrant dans la production des biens destinés à l'exportation et 2) la gamme de marchandises vendues dans les marchés étrangers, surtout l'importance de la production de haute technologie à fort coefficient de main-d'oeuvre aux États-Unis (p.ex., l'industrie aéronautique).

TABEAU 1
LES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES ET LA CRÉATION D'EMPLOIS - 1991

INDUSTRIE	NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS*						
	MARCHANDISES	JAPON	CE	CORÉE DU SUD	MEXIQUE	ÉTATS- UNIS	MONDE
INDUSTRIES AGRICOLES ET DE SERVICES CONNEXES		24 035	8 971	3 207	1 246	70 491	171 176
INDUSTRIES DE LA PÊCHE ET DU PIÉGEAGE		3 165	3 160	58	3	10 950	18 934
EXPLOITATION FORESTIÈRE		5 013	5 090	383	87	21 952	34 999
INDUSTRIES DES MINES		14 664	15 866	3 613	442	26 492	74 824
PÉTROLE BRUT ET GAZ NATUREL		342	521	198	36	16 784	18 895
CARRIÈRES ET SABLIERES		107	134	22	3	818	1 223
INDUSTRIES DES ALIMENTS		5 966	5 616	298	118	26 135	42 401
INDUSTRIES DES BOISSONS		94	167	12	5	2 643	3 056
INDUSTRIES DU TABAC		4	220	1	0	28	311
INDUSTRIES DES PRODUITS EN CAOUTCHOUC		241	492	64	45	14 894	16 349
PRODUITS EN MATIÈRE PLASTIQUE		230	611	63	41	8 735	10 398
INDUSTRIES DU CUIR ET PRODUITS CONNEXES		77	283	52	19	3 602	4 367
INDUSTRIES TEXTILES ET PRODUITS TEXTILES		323	1 390	394	108	12 863	17 602
INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT		285	494	37	16	5 606	7 103
INDUSTRIES DU BOIS		7 550	6 479	347	65	31 530	48 579
MEUBLES ET ARTICLES D'AMEUBLEMENT		55	290	10	18	10 473	11 156
INDUSTRIES DU PAPIER ET PRODUITS CONNEXES		3 222	10 669	1 035	361	54 201	76 283
IMPRIMERIE, ÉDITIONS ET PRODUITS CONNEXES		568	1 334	144	48	12 579	16 122
PREMIÈRE TRANSFORMATION DES MÉTAUX		2 686	9 237	2 640	487	59 471	85 195
FABRICATION DES PRODUITS EN MÉTAL		1 228	3 933	606	260	43 229	54 295
INDUSTRIES DE LA MACHINERIE		756	3 710	500	203	33 857	44 944
INDUSTRIES DU MATÉRIEL DE TRANSPORT		789	8 773	194	833	124 629	144 827
PRODUITS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES		1 210	6 205	414	322	67 286	81 929
PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES		262	747	114	23	9 174	11 021
PRODUITS RAFFINÉS DE PÉTROLE ET CHARBON		364	552	130	23	4 341	6 137
INDUSTRIES CHIMIQUES		1 908	3 216	782	106	25 666	37 120
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES		643	2 961	132	58	16 482	22 757
TOTAL DES MARCHANDISES		75 790	101 122	15 448	4 975	714 911	1 062 003
SERVICES INDIRECTS							
SERVICES CONNEXES DE L'EXTRACTION DE MINÉRAIS		396	759	132	17	7 228	9 708
INDUSTRIES DE LA CONSTRUCTION		1 284	1 669	328	69	12 111	17 927
INDUSTRIES DU TRANSPORT		9 792	11 940	2 312	486	66 420	108 296
INDUSTRIES DU TRANSPORT PAR PIPELINES		66	99	28	4	2 872	3 215
INDUSTRIES D'ENTREPOSAGE ET D'EMMAGASINAGE		952	508	200	46	2 222	8 766
INDUSTRIES DES COMMUNICATIONS		1 101	1 909	286	101	15 733	21 726
AUTRES INDUSTRIES DE SERVICES PUBLICS		1 063	1 871	332	73	18 881	24 292
INDUSTRIES DU COMMERCE DE GROS		7 108	9 932	1 668	475	78 296	112 996
INDUSTRIES DU COMMERCE DE DÉTAIL		5 407	8 893	948	526	92 622	119 471
INDUSTRIES FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES		2 440	3 397	594	151	28 816	40 361
INDUSTRIES DES ASSURANCES		608	571	136	26	3 630	5 899
INDUSTRIES DES SERVICES AUX ENTREPRISES		2 649	4 491	728	219	55 322	68 694
INDUSTRIES DES SERVICES DE SOINS DE SANTÉ		6	6	1	0	44	68
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION		794	1 399	196	59	11 274	15 430
SERVICES DE DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS		74	125	18	6	1 163	1 553
INDUSTRIES DES SERVICES PERSONNELS ET DOMESTIQUES		60	103	13	5	768	1 079
AUTRES INDUSTRIES DES SERVICES		1 653	2 601	393	115	20 065	27 912
TOTAL DES SERVICES INDIRECTS		35 454	50 271	8 312	2 377	417 469	587 392
TOTAL DES MARCHANDISES ET DES SERVICES INDIRECTS		111 244	151 393	23 761	7 351	1 132 380	1 649 395

Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada.

* Le nombre total d'emplois dans un secteur des biens donné est la somme des emplois directs dans ce secteur, plus tous les emplois indirects liés aux biens dans ce secteur, plus tous les emplois indirects liés aux biens dans tous les autres secteurs des biens.

* Le nombre total d'emplois dans une industrie de services indirects est la somme de tous les emplois dans les services indirects dans toutes les industries des biens et des services.



DOCUMENTS DU GROUPE DES POLITIQUES/POLICY STAFF PAPERS

Récents documents sur des questions économiques et de politique commerciale :
Recent Papers on Economic and Trade Policy Issues :

1. From a Trading Nation to a Nation of Traders : Towards a Second Century of Trade Development, par Andrew Griffith. Document n° 92/5 (mars 1992).
2. Croissance démographique mondiale et mouvements de population : Conséquences pour les politiques canadiennes, par Michael Shenstone. Document n° 92/7 (avril 1992).
3. Trade and the Environment : Dialogue of the Deaf or Scope for Cooperation?, par Michael Hart et Sushma Gera. Document n° 92/11 (juin 1992).
4. La mondialisation et la recherche d'un nouveau paradigme, par (à la recherche d'une nouvelle voie). Document n° 93/4 (mars 1993) *
5. Pour des raisons de justice sociale (mars 1993) *
6. L'or noir : Évolution et perspectives pour le Canada, par S. (conséquences pour le Canada) (juin 1993) *
7. Les exportations et la création d'emplois (juin 1993) *
 DOCS
 CA1 EA533 93P06 FRE
 Martin, Morley
 Les exportations et la création d'emplois
 43266869
8. La mondialisation et le commerce international (juin 1993) *
9. Les approches canadiennes de la politique économique (juin 1993) *
10. Merger Control and Cooperation? par Nicolas Dimic
11. Technology and Trade (August 1993) par Caldwell. 93/10
12. Optimal Path for the Road Ahead par I. Prakash Sharma. 93/11 (à paraître)
13. Canadian Commercial and Economic Interests in Central/Eastern Europe and Former Soviet Union (CEE/FSU) par Jean Prévost. 93/12 (à paraître)

* available in English/disponible en français